



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et Déchets  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 26/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DENJEAN NORD GRANULATS**

7 AVENUE PIERRE LATECOERE  
ZI DE MARCHES  
82100 Castelsarrasin

Références : SV/2024-1281  
Code AIOT : 0003702269

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement DENJEAN NORD GRANULATS implanté le chalet 82100 CASTELSARRASIN. L'inspection a été annoncée le 22/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée suite à l'autorisation de renouvellement et d'extension obtenue par arrêté préfectoral du 10 avril 2024 et dans le cadre d'une action régionale sur l'admission de déchets en carrière.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DENJEAN NORD GRANULATS

- le chalet 82100 CASTELSARRASIN
- Code AIOT : 0003702269
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est implantée sur les communes de Castelsarrasin, lieu-dit «Le Chalet» et de Castelmayran aux lieux-dits «Très Cassès», «Peyrette» et «Laborie», et est autorisée par arrêté préfectoral du 18 février 2020. L'autorisation porte sur une surface de 95ha69a96ca dont 55ha5a exploitables, pour une durée de 23ans et pour une production moyenne annuelle de 140000t/an et maximale de 200000t/an. L'apport extérieur de matériaux inertes est limité à 12000m<sup>3</sup> par an (soit environ 19200t/an). Par arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation relatif de renouvellement et d'extension de la carrière du 10 avril 2024, l'exploitant a été autorisé à poursuivre l'exploitation de son site. La surface totale est d'environ 116ha40a63ca (73,7ha exploitable) dont 95ha69a96ca (demandés en renouvellement) et 20ha70a67ca (demandés en extension) et ce pour une durée de 25ans. Le rythme d'extraction maximale est maintenu à 200000t/an et le rythme moyen a été porté à 160000t/an. La cote minimale d'exploitation reste à 60mètres NGF, et la superficie de l'aire de transit de produit minéraux est limitée à 14000m<sup>2</sup>. La quantité de matériaux extérieurs inertes autorisée est de 21000m<sup>3</sup>/an (soit environ 36000t/an) pour un apport total de 525000m<sup>3</sup>.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

#### 2) Constats

##### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	RNDTS	Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 18/02/2020, article 1.10.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 18/02/2020, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
19	Émission sonores	Arrêté Préfectoral du 18/02/2020, article 6.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1	Sans objet
2	Admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Sans objet
3	Procédure	Arrêté Ministériel du 12/12/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	acceptation préalable	article 3	
4	Interdiction dilution ou mélange	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4	Sans objet
5	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
6	Admission déchargement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
7	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Sans objet
8	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet
9	Remblayage carrières stabilité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I	Sans objet
10	Remblayage carrières déchets utilisables	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 II	Sans objet
11	Remblayage carrières suivis	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Sans objet
14	Accès	Arrêté Préfectoral du 18/02/2020, article 1.7.4	Sans objet
15	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/02/2020, article 1.9.2	Sans objet
17	Poussières	Arrêté Préfectoral du 18/02/2020, article 3.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant exploite correctement son site. La traçabilité des déchets inertes extérieurs est plutôt efficiente, même si quelques écarts ont été relevés. Il est demandé à l'exploitant d'améliorer son suivi notamment concernant l'origine des terres excavées (référence cadastrale) et la remontée d'information auprès du RNDTS.

Enfin l'exploitant doit mettre au norme son réseau de piézomètres en mettant des têtes étanches car ceux-ci sont situées en rouge du PPRI et respecter la quantité annuelle maximale de déchets reçus.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations relevant des régimes de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration des rubriques 2515, 2516, 2517 et aux installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que le site est soumis à autorisation pour la rubrique 2510 et à enregistrement pour la rubrique 2517. Le site est autorisé à recevoir des déchets inertes extérieur dans le cadre du remblaiement du site. L'arrêté du 12 décembre 2014 est donc applicable.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Admission

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;</li> <li>- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;</li> <li>- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;</li> <li>- des déchets non pelletables ;</li> <li>- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;</li> <li>- des déchets radioactifs.</li> </ul> <p>II. - En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise qu'il respecte la prescription et qu'une procédure a été mise en place ref : DENJEAN-ENVI-03 édition du 6 mai 2024. L'inspection consulte la procédure qui précise la liste des déchets interdits.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Procédure acceptation préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente la procédure d'acceptation des déchets inertes, et il dispose d'un document général qui décline la liste des déchets admis par site.</p> <p>De plus, l'exploitant précise que les déchets inertes passent préalablement par le site des installations de traitement situé à Trescasse sur la commune de Castelsarrasin. Le contrôle visuel se fait à la pesée, puis au déversement (traitement (opération de criblage/ concassage) par lot le cas échant), avant l'envoi sur le site de la carrière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Interdiction dilution ou mélange

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés à l'article 3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise avoir formé une personne au siège du groupe. Les documents d'acceptation préalable sont centralisés puis validés par cette personne.</p> <p>Ce personnel est basé en Haute-Garonne. Les DAP vierges sont envoyées au client qui les téléverse une fois complétés et signés sur le site dédié (mise en place par l'exploitant), site</p>

<p>opérationnel depuis le 1er octobre.</p> <p>Actuellement l'exploitant est en phase de transition (papier/ numérique).</p> <p>Si des analyses sont fournies par le producteur du déchets ou sur demande de l'exploitant, les résultats sont validés par le service QSE ou la direction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Document préalable**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente la procédure "règle d'acceptation préalable" d'octobre 2024 et un exemple de DAP</p> <p>L'exploitant indique que les coordonnées géographiques sont présentes dans leur logiciel, mais ils ne dispose pas des référence cadastrales des parcelles du chantier.</p> <p>L'archivage se fait numériquement sur le serveur. Il est accessible depuis tous les sites depuis début octobre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Admission déchargement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents</p>

<p>d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle documentaire se fait par la personne de la bascule, qui vérifie la cohérence entre la DAP et le chargement présenté.</p> <p>En cas d'absence de DAP, le client est refusé et aucun déchargement n'est réalisé. Les informations lui sont remises pour qu'il procède à la déclaration préalable s'il le souhaite.</p> <p>Si les documents administratifs son cohérents, l'agent de bascule fait son contrôle visuel superficiel du chargement via une caméra, puis donne l'autorisation d'aller dépoter sur le lieu prévu à cet effet.</p> <p>Un agent vérifie la présence du bon de pesée, et le guide pour l'emplacement du déchargement, une vérification visuellement est alors effectuée de la qualité des déblais.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Accusé d'acceptation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente la DAP validé n° 24100286 validé le 25 octobre 2024 à 10:04.</p> <p>La quantité estimée est de 2 tonnes, et le code déchets à 6 caractères est : 17 05 04 Cailloux</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Registre d'admission**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li> <li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> </ul>



<p>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</p> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le registre. Outre les informations réglementaires, il apparaît l'accusé d'acceptation "numéro accusé réception" et le résultat du contrôle visuel.</p> <p>L'inspection consulte le cahier des contrôles des remblais inertes et ne constate pas d'anomalie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Remblayage carrières stabilité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que le risque est limité car l'épaisseur de gisement est d'environ 2 à 3 m. Le niveau final de la remise en état est de -1,2 m moyen par rapport au terrain naturel initial.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Remblayage carrières déchets utilisables**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;</li> <li>- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise qu'il n'a pas procédé à des analyses du fond géochimique local.</p>

Les déchets acceptés respectent les critères de l'annexe I de l'arrêté du 12/12/2014.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Remblayage carrières suivis**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise qu'il dispose d'un plan et qu'il utilise la méthode des casiers (dimension de 40 *50 m = 2000 m).</p> <p>L'exploitant indique qu'il va changer de méthode et utiliser le relevé de drone trimestriellement. Il précise que le premier relevé a été effectué en septembre 2024.</p> <p>L'exploitant a bien mis en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et l'arrêté préfectoral fixe la fréquence des mesures à réaliser.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : RNDTS**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p>

<p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise qu'il fait remonter les informations au RNDTS tous les mois.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que la transmission se fait, au plus tard, <b>sept jours après la réception</b> ou le traitement des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit modifier sa fréquence de remontée des informations au RNDTS afin de respecter les délais prescrits par la réglementation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 13 : Traçabilité des terres excavées et sédiments**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les</p>

lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :

- la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### Constats :

L'exploitant présente le registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

L'inspection constate que le registre reprend quasiment l'ensemble des informations requises, mais ne fait pas apparaître les références des parcelles cadastrales mais uniquement les coordonnées géographiques du chantier.

L'inspection rappelle conformément à l'article 6-c) de l'arrêté du 31 mai 2014 susvisé, que le registre doit préciser : "**la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications**, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production".

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire apparaître dans son registre, de façon claire, la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, et seulement dans le cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 14 : Accès

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/02/2020, article 1.7.4

**Thème(s) :** Autre, Accès à la voirie

#### Prescription contrôlée :

L'accès à la voirie publique est matérialisé par des panneaux de signalisation et aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. La nature de la signalisation mise en place est définie en accord avec le service gestionnaire de la voirie. Le transport des sables et graviers s'effectue par deux pistes internes (en rose sur le plan ci-dessous jusqu'au pont transbordeur de la Garonne et l'apport des déchets inertes d'origine extérieure s'effectue également par la piste existante (en bleu sur le plan ci-dessous) et sur les pistes privées desservant l'extension :

<p>L'exploitant met en place une procédure afin de surveiller régulièrement l'état de la RD 12 et procède au nettoyage de la chaussée pour enlever les poussières, boues et gravillons en cas de besoin. Le contrôle de l'état de la chaussée, et si nécessaire l'intervention pour le nettoyage, porte uniquement sur la RD 12 au droit du débouché de la VC 1 et sur le giratoire de Saint-Aignan.</p> <p>»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que la signalisation mise en place à fait l'objet d'une vérification par le service du conseil départemental (Arrêté pris en date du 7 MAI 2024), après la déclaration de fin de travaux et qu'elle a été déclarée conforme et ne présentant pas de risque.</p> <p>L'exploitant a mis en place une procédure " consignes surveillances de l'état de la RD12" référence n° IN-DNG-ENVI-08 du 7-05-2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2020, article 1.9.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Méthode d'extraction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'extraction des sables et graviers s'effectue à ciel ouvert en fouille sèche et/ou en eau à l'aide d'une pelle hydraulique. Le transport des sables et des graviers extraits est réalisé par tombereau, en prenant les pistes d'accès réservées et définie à l'article n° 1.7.4 du présent arrêté, puis par un pont transbordeur jusqu'aux installations de traitement de Très Casses sur le territoire de la commune de Castelsarrasin. L'exploitation a un rythme annuel moyen de 160 000 tonnes avec un maximum de 200 000 tonnes par an. L'exploitation (extraction et remise en état) se déroule en 5 phases d'une durée de 5 ans chacune, selon le plan de phasage annexé au présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique être en fin de phase 1a. L'exploitant précise qu'il est dans l'attente du feu vert de la DRAC pour débiter les travaux de lancement de la phase1b.</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté que l'exploitant a délimité à l'aide de piquet en bois le périmètre ICPE, mais n'a pas encore mis en place la clôture, ni débuté les travaux de décapage.</p> <p>L'exploitant indique que la production de 2023 est de 169 000 tonnes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Remise en état

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2020, article 1.10.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Remblayage du site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ni à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les</p>

matériaux utilisables pour le remblayage sont : • les terres végétales et de découverte présentes sur la carrière, • les stériles d'exploitations (fines de lavage des sables et graviers), • des déchets inertes d'origine extérieure au site (21 000 m<sup>3</sup> annuel soit environ 33 600 tonnes/an - coefficient de conversion : 1,6). Le volume de ces inertes destiné au remblaiement est d'environ 525 000 m<sup>3</sup> (soit environ 840 000 tonnes) au total en fin d'exploitation. Les terres végétales sont stockées séparément pour être réutilisées en couche de recouvrement pour la remise en état finale. Les stériles d'exploitations (particules fines de lavage des sables et graviers sur le site des installations de traitement de Très Cassès) sont acheminées par camions ou tracteurs agricoles sur les terrains de la carrière autorisée et de l'extension et sont déposées en mélange avec les matériaux inertes et sous couche du décapage, dans la mesure du possible au-dessus du niveau des eaux souterraines. Lorsque le remblayage est réalisé avec des apports de matériaux extérieurs, ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes, en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Les déchets utilisés, notamment ceux de construction ou de démolition, ne doivent pas provenir de sites contaminés. La liste des déchets inertes extérieurs autorisés est listée en annexe du présent arrêté. Les déchets interdits seront les suivants : • les déchets ne rentrant pas dans la liste des déchets inertes extérieurs, • les déchets dangereux, • les déchets non dangereux non inertes, • les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30%, • les déchets dont la température est supérieure à 60°C, • les déchets non pelletables, • les déchets pulvérulents (à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent), • les déchets radioactifs. Le déchargement des apports de matériaux extérieurs directement dans la zone de stockage définitive est interdit. À l'arrivée sur ce site, le bordereau d'acceptation préalable est exigé et contrôlé. Ce n'est qu'après vérification de ce bordereau que le dépotage de ces matériaux s'effectue sur une aire déjà remblayée afin de pouvoir effectuer un contrôle visuel des déchets. Le contrôle visuel est réalisé par l'exploitant à l'entrée du site et lors du déchargement du camion, afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversement des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site, elle fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques et les moyens de transports utilisés, et qui atteste la conformité des déchets à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

En 2023, l'exploitant indique avoir reçu 35 000 tonnes de déchets inertes extérieurs. L'exploitant précise que durant les deux premières années il n'avait reçu que 13 000 tonnes en 2021 et 11 000 tonnes en 2022.

L'inspection rappelle à l'exploitant que la quantité maximale autorisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation était de 19 200 tonnes jusqu'au 10 avril 2024 puis de 33 600 tonnes et qu'il doit veiller à respecter la quantité autorisée par l'arrêté d'autorisation modifié en 2024. Toute modification de cette limite doit faire l'objet d'un porter à connaissance auprès de la préfecture de Tarn-et-Garonne accompagné de tous les justificatifs d'appréciation pertinent.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de respecter la quantité annuelle maximale autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation fixée à 33 600 tonnes.</p> <p>Si l'exploitant a déjà atteint cette valeur pour l'année 2024, l'exploitant doit stopper immédiatement tout nouvel apport d'ici le 31 décembre 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 17 : Poussières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2020, article 3.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de mettre un réseau de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement. Le réseau de surveillance comprend : • au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; • le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; • une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). L'implantation des points de surveillance est proposée pour avis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. La première campagne de mesure est réalisée dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Si, à l'issue de 3 campagnes consécutives (semestriellement), les résultats sont inférieurs à la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante, la fréquence semestrielle deviendra annuelle en période sèche. Si un résultat excède la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour (jauge de type « b »), et sauf situation exceptionnelle, la fréquence deviendra semestrielle pendant quatre campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions. En cas de dépassement, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des campagnes de mesures dans les 15 jours suivant la réception des résultats, accompagnés des éventuels commentaires. L'exploitant dresse un bilan annuel des retombées de poussières dans l'environnement avant le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le réseau de surveillance de retombées de poussières dans l'environnement.</p>



<p>Ce réseau de surveillance est constitué de 8 stations de mesure.</p> <p>L'exploitant précise que la première campagne a eu lieu du 1er octobre au 4 novembre 2024, et qu'il est en attente des résultats.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que les résultats des campagnes de mesures doivent être transmis à l'inspection dans les 15 jours suivant la réception des résultats, accompagnés des éventuels commentaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 18 : Piézomètres**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2020, article 4.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau – implantation – récépissé déclaration</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un réseau de suivi de la quantité et qualité des eaux souterraines. Ce réseau est constitué des 7 points de surveillance, 2 en amont et 5 en aval hydraulique de la carrière dans le sens d'écoulement de la nappe dont 1 en amont et 2 en aval hydraulique des terrains de l'extension. Coordonnées du réseau de suivi : Point de suivi des eaux X (en lambert 93) Y (en lambert 93) Positionnement par rapport à la carrière Site d'origine extension PZ 1 bis 545552 6328538 Aval - PZ 2 545357 6328597 Aval - PZ 3 545146 6328678 Aval - PZ 4 544858 6327647 Amont latéral Dans le trimestre de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le formulaire de déclaration d'existence d'un puits - ouvrages souterrains (disponible sur le site internet de la préfecture de Tarn-et-Garonne) pour la création des piézomètres (PZ 5, PZ 6 et PZ 7). Les têtes de piézomètres seront équipées d'une bouche à clé étanche. L'exploitant transmet dans le délai de trois mois suivant la réalisation des piézomètres (PZ 5, PZ 6 et PZ 7), le rapport du géomètre contenant leurs coordonnées précises en Lambert 93, la cote rattachée au NGF, un plan et des photos permettant de repérer le point servant de niveau zéro pour les relevés piézométriques (au niveau de la tête des ouvrages).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que les piézomètres PZ5, PZ6 et PZ7 ont été créés.</p> <p>L'inspection constate que les têtes ne sont pas étanches tel que demandé par l'arrêté préfectoral. L'exploitant indique avoir procédé à la déclaration des ouvrages en date du 05 septembre 2024 auprès du BRGM, avoir effectué trois relances depuis pour obtenir le récépissé de déclaration précisant le Code BSS. À date, l'exploitant est toujours en attente d'un retour du BRGM.</p> <p>Après échange avec le BRGM, l'exploitant indique que les déclarations se font en ligne sur le site internet DUPLOS.brgm, et une fois télédéclaré, le code BSS est généré automatiquement et l'information est transmise aux services de l'état compétent.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit rendre étanche les têtes de l'ensemble des piézomètres constituant son réseau de surveillance de suivi de la quantité et qualité des eaux souterraines.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 19 : Émission sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2020, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des émissions sonores
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué aux frais de l'exploitant par un organisme compétent tous les trois ans. À compter du démarrage de la phase 1b, l'exploitant renforce le contrôle des niveaux sonores avec une fréquence annuelle les trois premières années. Si, à l'issue de ces trois campagnes consécutives, les résultats respectent les seuils réglementaires, la fréquence annuelle redeviendra triennale. Si un non-respect des seuils réglementaires est mis en évidence, des mesures de protection complémentaires à la mise en place des merlons sont proposées et mises en œuvre. Le contrôle est également effectué lorsque les travaux d'extraction se rapprochent des zones habitées, à chaque changement notable de configuration et ensuite chaque fois que l'inspection des installations classées en fait la demande. Les résultats de ces contrôles assortis des commentaires éventuels sont transmis à l'inspection des installations classées dans les 15 jours suivant la réception des résultats. La localisation des points de contrôle doit correspondre aux plans et indications prévus dans le dossier de demande d'autorisation et d'extension. Toute modification doit préalablement être soumise à l'avis de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La phase 1b n'a pas encore débuté, donc l'exploitant n'a pas encore mandaté le laboratoire pour effectuer ces analyses.</p> <p>Depuis l'obtention de l'autorisation, l'exploitant a procédé à une campagne de niveau sonore le 18 mars 2021 et la dernière campagne date du 19 mars 2024. Les résultats en émergence sont conformes.</p> <p>L'inspection constate que le rapport ne fait pas état de mesure en limite de propriété.</p> <p>L'exploitant doit se rapprocher du laboratoire afin de vérifier qu'une mesure ne soit pas double (ZER et limite de propriété).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier de la réalisation d'une mesure en limite de propriété et notamment lors des phase 1.b et 2.a.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois